



Les #Panama Papers sont un moyen de chantage idéal

Par [Moon of Alabama](#)

Mondialisation.ca, 06 avril 2016

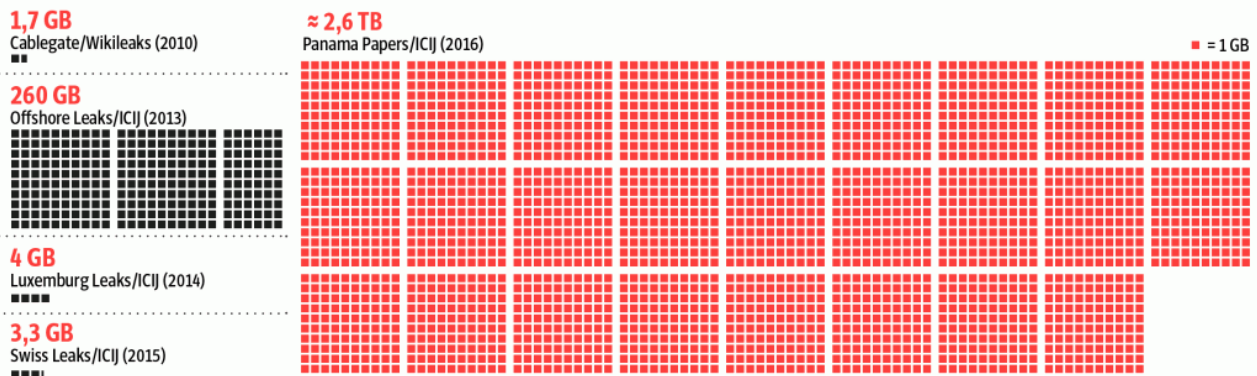
[Moon of Alabama](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Économie](#), [Services de renseignements](#)

Une vraie fuite de données d'un cabinet d'avocats au Panama serait très intéressante. Beaucoup de gens riches et/ou des politiciens cachent de l'argent dans les sociétés fictives que ces firmes panaméennes fournissent. Mais les [fuites](#) actuelles de données, diffusées, à grand renfort de publicité, par plusieurs empires de presse qui soutiennent l'OTAN et par une *organisation non gouvernementale* financée par le gouvernement américain, ont simplement pour but inavouable de salir des personnalités que l'empire américain n'aime pas. Elles offrent aussi une belle occasion d'en faire chanter d'autres en promettant de ne pas publier des informations en échange d'une faveur ou d'une autre.

The scale of the leak

Volume of data compared to previous leaks



Il y a déjà 16 mois, Ken Silverstein a publié un [reportage](#) sur *Vice* à propos de Mossak Fonseca, un gros fournisseur véreux de sociétés fictives du Panama. (*L'Intercept* de Pierre Omidyar, pour lequel Silverstein travaillait alors, avait [refusé](#) de publier le reportage.) Yves Smith a publié [plusieurs longs articles](#) sur le business du blanchiment d'argent de Mossak Fonseca. Silverstein a également redit une chose bien connue, à savoir que Rami Makhoul, un riche cousin du président syrien Assad, avait de l'argent caché dans des sociétés fictives de Mossak Fonseca. Il a écrit:

Pour pouvoir fonctionner, les sociétés fictives comme Drex ont besoin d'un agent agréé, parfois un homme de loi, qui dépose les documents d'enregistrement nécessaires et dont le bureau sert habituellement d'adresse à la société fictive. Cela crée un intermédiaire entre la société fictive et son propriétaire, surtout si l'entreprise fictive est enregistrée dans un paradis fiscal où l'information sur la propriété est protégée par un mur impénétrable de lois et de règlements. Dans le cas de Makhoul - et, comme je l'ai découvert, dans le cas aussi d'hommes d'affaires véreux et de gangsters du monde entier -

l'organisation internationale qui a permis d'enregistrer sa compagnie fictive et de la protéger contre la surveillance internationale était un cabinet d'avocats appelé Mossack Fonseca, qui a fait office d'agent agréé de Drex du 4 juillet 2000 à la fin de 2011.

L'année dernière, quelqu'un a [fourni](#) des tonnes de données de Mossak Fonseca à un journal allemand, le *Süddeutsche Zeitung*. Le quotidien munichois est politiquement au centre droit et résolument pro-OTAN. Il coopère avec le *Guardian*, la *BBC*, *Le Monde*, le Consortium international des journalistes d'investigation et d'autres organes de presse qui sont tous des partisans avérés de l'Establishment.

Le *Süddeutsche* affirme que les données *fuitées* concernent quelques 214 000 sociétés fictives et 14 000 clients de Mossak Fonseca. Il y a sûrement beaucoup de boue cachée là-dedans. Combien de sénateurs des États-Unis sont impliqués dans ces sociétés ? Quels politiciens de l'Union européenne ? Quelles sont les grandes banques de Wall Street et les fonds spéculatifs qui se cachent au Panama ? Oh pardon. Le *Süddeutsche* et ses partenaires ne répondront pas à ces questions. Voici comment ils analysent les données:

Les journalistes ont réuni des listes des politiciens importants, de criminels internationaux, d'athlètes professionnels bien connus, etc. Le traitement numérique a permis de rechercher ensuite si des noms de ces listes figuraient dans les fuites. La liste «scandale des dons au parti» contenait 130 noms, et la liste des sanctions de l'ONU plus de 600. En quelques minutes, le puissant algorithme de recherche a comparé les listes avec les 11,5 millions de documents.

Pour chaque nom trouvé, un processus de recherche détaillé a été lancé au moyen des questions suivantes: quel est le rôle de cette personne dans le réseau des entreprises ? D'où vient l'argent ? Où va-t-il ? La structure est-elle légale ?

En d'autres termes, le *Süddeutsche* a pris des listes de criminels célèbres, de personnalités et d'organisations connues que les États-Unis n'aiment pas et a vérifié s'ils étaient dans les données fuitées. Les résultats obtenus ont ensuite été évalués. Comme résultat, il y a [l'éternel retour annuel](#) de la campagne de [diffamation](#) contre le président russe Vladimir Poutine, qui n'est pas même mentionné dans les données de Mossak Fonseca, des accusations contre diverses personnes de la fédération de football de la FIFA, fort détestée des États-Unis, et la mention de quelques autres mécréants de moindre importance.

Il n'y a rien sur aucun Étatsunien, rien du tout, ni sur aucun politicien important de l'OTAN. La *victime* la plus politique [est](#) bizarrement, à ce jour, le Premier ministre de l'Islande, Sigmundur David Gunnlaugsson, qui possédait, avec sa femme, une des sociétés fictives. Il n'y a aucune preuve que la propriété ou que l'argent détenu par cette société soient illégaux.

Alors, que faut-il déduire de tout ceci ?

Comme [l'écrit](#) l'ancien ambassadeur britannique, Craig Murray, pour comprendre le sens (s'il y en a un) de tout ça, il faut se pencher sur ce qui est caché par les organisations qui gèrent la fuite:

Le filtrage des informations de Mossack Fonseca par les médias est le reflet direct de l'agenda gouvernemental occidental. Bien qu'ils soient leurs principaux clients, aucune grande société occidentale, aucun milliardaire occidental n'est mentionné parmi ceux qui ont utilisé les services de Mossack Fonseca, Et le Guardian se dépêche de les rassurer en disant que «la plus grande partie des informations fuitées ne sera pas divulguée».

A quoi vous attendiez-vous ? La fuite est gérée par un organisme qui porte le nom grandiose, mais qui prête à rire quand on connaît l'oiseau, de Consortium international des journalistes d'investigation. Il est entièrement financé et géré par le Centre des États-Unis pour l'intégrité publique. Leurs bailleurs de fonds comprennent :

La fondation Ford

La fondation Carnegie

La fondation de la famille Rockefeller

La Fondation W K Kellogg

La Fondation pour une société ouverte (Soros)

Le [Consortium International des journalistes d'investigation](#) (ICIJ) fait partie du [Projet de rapport sur le crime organisé et la corruption](#) (OCCRP) qui est financé par le gouvernement américain [à travers l'USAID](#).

La *fuite* consiste en un ensemble de données sélectionnées par des organisations amies des États-Unis à partir d'une base de données, probablement obtenue par les services secrets américains, qui contient sans aucun doute beaucoup d'informations fort compromettantes sur des personnes et des organisations *occidentales*.

La publication d'informations triées sur le volet à partir des données *fuitées* a deux objectifs:

- Elle salit divers *ennemis de l'empire*, même si c'est seulement par personne interposée comme les présidents Poutine et Assad.
- Elle prévient d'autres personnalités, celles qui figurent dans la base de données, mais dont les noms n'ont pas encore été révélés, que les États-Unis ou leurs *partenaires médiatiques* peuvent, à tout moment, exposer leur linge sale en public. C'est donc un moyen de chantage idéal.

La *fuite* des *Panama Papers* a été orchestrée par une petite coterie pour incriminer quelques personnes et quelques organisations qui ne plaisent pas aux États-Unis. Cela permet aussi de montrer les *instruments de torture* dont ils disposent aux personnes qui ont fait affaires avec Mossack Fonseca, mais dont les noms n'ont pas (encore) été publiés. Ces personnalités sont maintenant entre les mains de ceux qui contrôlent la base de données. Elles devront faire ce qu'on leur dit, sinon...

Article original en anglais :



[Selective Leaks Of The #Panama Papers Create Huge Blackmail Potential. “Smear People the U.S. Dislikes”](#)

[Moon of Alabama](#), 4 avril 2016

Traduction : Dominique Muselet

La source originale de cet article est [Moon of Alabama](#)
Copyright © [Moon of Alabama](#), [Moon of Alabama](#), 2016

Articles Par : [Moon of Alabama](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca